

L'enjeu, ce n'est pas Amazon, c'est l'amélioration de la productivité de la chaîne logistique du livre

par François Gèze, P-DG de La Découverte

Depuis que j'exerce le métier d'éditeur, ma conviction n'a pas changé : les livres qui me tiennent à cœur ne peuvent exister sans des libraires de qualité pour les défendre. D'où ma participation, de longue date, à maintes batailles collectives en leur faveur.

C'est dire à quel point je partage l'essentiel des préoccupations quant à l'avenir de la librairie indépendante exprimées par Christian Thorel, Jean-Marie Sevestre et Matthieu de Montchalin dans leur tribune « Les librairies dans la tourmente » (*Le Monde* du 15 décembre 2006). Mais dire aussi à quel point me semble excessif, voire hors sujet, leur verdict conclusif, à propos de l'annonce par Amazon d'un accord avec de nouveaux éditeurs pour son programme « Chercher au cœur » (permettant le « feuilletage en ligne » de livres numérisés) : « Nous avons un contrat moral énoncé par Jérôme Lindon, lui qui avait présidé à l'établissement du prix unique : il n'y a pas de livres sans libraires. Ceux qui ont signé cet accord avec Amazon ont trahi ce contrat et l'action de Lindon. Ils contribueront à accélérer la décomposition du réseau des librairies indépendantes, qui était la seule garantie de leur propre indépendance. » Ayant signé le même accord dès l'été 2005, je l'ai fait en étant convaincu – et en le restant aujourd'hui – que cela ne trahit en rien le « contrat moral énoncé par Jérôme Lindon ».

La croissance du « commerce sur Internet » ne doit pas être vue comme une menace, mais comme une opportunité, pour les éditeurs comme pour les libraires – notamment parce qu'elle peut nous permettre de trouver de nouveaux lecteurs. Certes, elle permet l'émergence d'outsiders étrangers à notre monde, comme Amazon. Mais il est faux d'écrire, comme le font mes amis du SLF, que « les éditeurs et les diffuseurs ont accordé à ce commerce, notamment à Amazon, des conditions de vente semblables à celles des plus grandes librairies » : peut-être est-ce le cas de certains diffuseurs, ce n'est pas celui de La Découverte, Interforum, ni des Éditions Eyrolles, aujourd'hui injustement attaquées avec d'autres. Et autoriser Amazon à donner – à ses frais – la possibilité à ses clients de « feuilleter » des livres en ligne, c'est un geste commercial

bien plus anodin que les multiples « OP » – à la charge des éditeurs – conclues aussi bien avec la grande distribution et les grandes chaînes qu’avec les libraires indépendants. D’autant que, contrairement aux idées reçues, le profil des ventes des grands « vendeurs en ligne » se rapproche de plus en plus de celui des grandes surfaces : prime aux best-sellers du moment (d’ailleurs absents de « Chercher au cœur »), au détriment du fonds.

Les librairies indépendantes sont donc plus que jamais nécessaires à la majorité des éditeurs et de leurs livres. Mais à l’heure où nous vivons tous une chute des ventes et une transformation des pratiques d’achat probablement irréversible, ces libraires ne doivent pas se tromper de combat, ni d’ennemi. Je comprends leur « colère » face à la lenteur des discussions SNE/SLF sur la nécessaire évolution des relations commerciales entre les uns et les autres. Mais l’enjeu, ce n’est pas le programme d’Amazon. C’est notamment l’émergence de sites commerciaux des libraires indépendants, dont le financement, comme le modèle économique, restent à définir, ou la création d’un « label » pour ces librairies qui pourrait être pris en compte dans la partie qualitative des conditions de vente des éditeurs. Le SLF y travaille. Mais ses responsables auraient tort de croire que tous les éditeurs seraient fermés à toute collaboration avec eux sur ces points (ce n’est en tout cas pas la position d’Editis, je peux en témoigner). Et au-delà, face à la contraction du marché, l’enjeu majeur, c’est l’amélioration de la productivité de la chaîne logistique du livre : c’est surtout là que les libraires indépendants peuvent espérer gagner les points de marge dont ils ont impérativement besoin.

Nouvelle réforme du transport, développement de la gestion des commandes par EDI, mise en place du projet de « booktracking » proposé par le Cercle de la librairie pour contribuer à la baisse des retours, accès privilégié des libraires à la base Électre, renforcement de Calibre, etc. : autant de dossiers qui ne pourront avancer sans en finir avec les fausses querelles et sans la mobilisation de tous. Le Cercle de la librairie, qui fédère déjà éditeurs et libraires, est sans doute le lieu stratégique où cette mobilisation pourrait enfin devenir réalité.